

Service Risques Naturels et Technologiques
Unité Départementale de la Haute-Corse
Route d'Agliani – Montesoro
20600 Bastia

Bastia, le 05 juillet 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09 juin 2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EDF Production Electrique Insulaire SAS

Tour EDF - 20 Place de la Défense - Paris La défense - 92000 Nanterre

Références : 2023-168
Code AIOT : 0007300368

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09 juin 2023 dans l'établissement EDF Production Electrique Insulaire SAS implanté Lieu dit Casamozza 20290 Lucciana. L'inspection a été annoncée le 26/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre du programme pluriannuel d'inspection, une inspection a été réalisée sur le site exploité par la société EDF PEI.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EDF Production Electrique Insulaire SAS
- Lieu dit Casamozza 20290 Lucciana
- Code AIOT : 0007300368
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société EDF PEI exploite une centrale électrique composée de 7 moteurs thermiques identiques (42,8 MWth chacun) alimentés au fioul léger (FOD) sous couvert de l'arrêté préfectoral n°R20-2018-08-03-001 du 3 août 2018. L'installation est classée SEVESO seuil bas.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Les rejets atmosphériques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Points de rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	/	Sans objet
2	Points de prélèvements	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	/	Sans objet
3	Hauteur de la cheminée	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 52	/	Sans objet
4	Traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18	/	Sans objet
5	Traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19	/	Sans objet
6	Surveillance des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	/	Sans objet
7	Mesure en continu des émissions	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 24, 25, 26, 27	/	Sans objet
8	Assurance Qualité des AMS – QAL1	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	/	Sans objet
9	Assurance Qualité des AMS – QAL2	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	/	Sans objet
10	Assurance Qualité des AMS – AST	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	/	Sans objet
11	Assurance Qualité des AMS – QAL3	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 9 juin 2023 qui a porté essentiellement sur la maîtrise des émissions atmosphériques du site n'a pas mis en évidence d'écarts de conformité. Toutefois les améliorations suivantes devront être apportées :

- concernant l'analyse annuelle des paramètres de rejet, l'exploitant veillera à ce que le laboratoire d'analyse fasse apparaître dans chaque rapport la référence des mesures permettant de démontrer la concentration attendue,
- l'exploitant devra s'assurer, au moyen d'un certificat d'examen type le cas échéant, que les appareils de mesures de la poussière sont utilisés selon les plages de mesures et les

conditions de fonctionnement définis par le constructeur.

- La norme NF EN 14181 prévoit une périodicité d'étalonnage des appareils de mesures en continu, selon la procédure Qa1 2, de 5 ans. Bien que l'absence de dérive est contrôlée par le test de surveillance annuelle de validité de l'étalonnage (AST), le rapport Qa12 est à renouveler.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Points de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème(s) : Actions nationales 2023, Points de rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible.
Constats : Le site est équipé de 7 moteurs thermiques identiques reliés à 7 conduits d'acheminements des émissions atmosphériques. Les 7 cheminées d'évacuations sont regroupées en 2 localisations : les cheminées n°1, 2, et 3 d'une part et les cheminées n°4, 5, 6 et 7 d'autre part. Il existe une incohérence de l'arrêté préfectoral du 03 août 2018 qui indique à l'article 3.2.2 que 2 cheminées sont raccordées aux 7 moteurs alors que les articles 3.2.3, 3.2.4 et 9.2.1.3 fixent des conditions de rejets pour chacun des 7 conduits d'évacuation. Il est prévu de lever cette incohérence lors de la mise à jour de l'arrêté, qui interviendra d'ici la fin de l'année.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Points de prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Actions nationales 2023, Points de prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...).</p> <p>Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.</p> <p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : Un contrôle par sondage a été fait sur les cheminées n°4 à 7. Chaque conduit dispose de 2 trappes pour la mise en œuvre des mesures réglementaires, accessibles par le biais d'un escalier accédant à une plateforme permettant le prélèvement en toute sécurité.</p> <p>Le rapport de contrôle annuel des émissions du 23 septembre 2022 indique que les sections de mesures sont conformes à la norme NF EN ISO 16911-1. Il fait état des écarts suivants par rapport à la norme NF15259 :</p> <p>"- Absence de protection contre les intempéries.</p> <ul style="list-style-type: none">- La température élevée des gaz dans le conduit n'a pas permis de mettre en œuvre l'ensemble des méthodes de prélèvement normalisées.- Le rendement du four de conversion du NO2 est compris entre 80 et 95 %- La limite de quantification du prélèvement, mise en œuvre pour le Mercure, est supérieure aux prescriptions." <p>Toutefois, il est indiqué que compte tenu des faibles teneurs mesurées par rapport aux valeurs limites, ces écarts n'ont pas d'incidence sur le jugement de conformité, mais l'incertitude peut être majorée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Hauteur de la cheminée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 52
Thème(s) : Actions nationales 2023, Hauteur de la cheminée
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La hauteur de la cheminée ne peut être inférieure à 10 m.
Constats : Les cheminées du site sont identiques, elles ont une hauteur supérieure à 10 m. Le débouché des cheminées ne présente pas d'obstacle à la bonne dispersion des émissions.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Traitement des fumées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18
Thème(s) : Actions nationales 2023, Traitement des fumées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Le traitement des fumées est assuré par un système de dénitrification des fumées utilisant la réduction sélective catalytique par injection d'urée dans le circuit des gaz d'échappement des moteurs. Le système de traitement est asservi à une alarme reportée dans la salle de commande de l'usine. Les paramètres de fonctionnement mesurés sont reportés sur un registre informatique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Traitement des fumées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19
Thème(s) : Actions nationales 2023, Traitement des fumées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications/ opérations à l'origine des effluents arrivant à l'installation de traitement concernée. Les incidents ayant entraîné l'arrêt des installations de collecte, traitement ou recyclage ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre. La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation adéquate.
Constats : Le rapport d'activité mensuel transmis par l'exploitant précise les périodes de dysfonctionnement des système de dénitrification. Aucun dysfonctionnement n'a été relevé par les rapports d'activités mensuels des mois de mars, avril et mai 2023, vérifiés par sondage de la part de l'inspection. Les procédures d'entretien dont le plan de maintenance préventive sont intégrées à l'outil de Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur (GMAO).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance réglementaire des rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : III. Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
Constats : Le contrôle par sondage a été réalisé sur les derniers rapports des émissions atmosphériques des 7 moteurs, établis par la société APAVE SUD EUROPE en date du 23/09/2023. La société APAVE SUD EUROPE est agréée par l'arrêté ministériel du 16 juin 2022, l'agence de Chateaufort a assuré les prélèvements. Les analyses ont été effectuées par le laboratoire TERA Contrôle (poussière, Hg, HC, HF, métaux lourds, SO ₂ , NH ₃) également agréé par l'arrêté ministériel précité. Le laboratoire Micropolluant Technologie agréé par l'arrêté ministériel du 17 décembre 2021, a assuré l'analyse des hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) et des dioxines et furannes sous couverte. Les conclusions de ces rapports, qui portent sur l'ensemble des paramètres fixés par l'arrêté préfectoral du 3 août 2018, établissent que l'ensemble des mesures sont inférieures aux valeurs limites d'émissions (VLE). Le rapport indique que les résultats sont basés sur 3 essais d'environ 60 min sur tous les paramètres sauf les métaux, le Mercure et les HAP. Il est indiqué que le nombre de mesures tient compte des " concentrations mesurées lors de la campagne réglementaire précédente". Conformément à la norme NF X 43-55, le nombre d'essais peut être inférieur à 3 fois dans le cas où la concentration attendue est inférieure ou égale à 20% de la VLE. L'exploitant veillera à ce que le laboratoire d'analyse fasse apparaître dans chaque rapport la référence des mesures permettant de démontrer la concentration attendue, sur les paramètres qui n'ont pas fait l'objet de 3 essais.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Mesure en continu des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 24, 25, 26, 27
Thème(s) : Risques chroniques, Mesure en continu des émissions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 24 - I. - La concentration en Sox dans les gaz résiduels est mesurée en continu. Article 25 - I. - La concentration en NOX dans les gaz résiduels est mesurée en continu. Article 26 - I. - La concentration en poussières dans les gaz résiduels est mesurée en continu. Article 27 - I. - La concentration en CO dans les gaz résiduels est mesurée en continu.
Constats : Chaque conduit d'évacuation des fumées est équipé de manière identique avec les dispositifs suivants : <ul style="list-style-type: none">- une sonde à oxygène zircon de marque SETNAG permettant la mesure en continu de la teneur en oxygène dans les gaz.- une sonde à oxygène paramagnétique permettant la mesure en continu de la teneur en oxygène dans les gaz. Elle donne un résultat sur gaz secs.- un analyseur extractif multi-gaz de marque Environnement SA (MIR 9000) pour la mesure des NOx (NO+NO2), SO2, et CO. L'analyseur fournit également des mesures en CO2 et O2. Les gaz sont séchés avant analyse.- Un opacimètre « OPASTOP » pour l'analyse en continu des poussières (résultats bruts donnés sur gaz humides). Les cabines de report des analyses sont localisées dans des locaux climatisés en bas de chacun des deux groupes de cheminées. <p>L'exploitant précise que l'analyseur MIR900 applique directement les coefficients multiplicateurs de conversions de la concentration volumique en concentration massique dans les conditions normales de température et de pression, ainsi l'ensemble des résultats sont exprimés en mg/Nm3 et ne nécessitent pas de corrections en température et en pression.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Assurance Qualité des AMS – QAL1

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, Assurance Qualité des AMS – QAL1
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. - Les appareils de mesure sont évalués selon la procédure QAL 1 et choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées. Pour les appareils déjà installés sur site, pour lesquels une évaluation n'a pas encore été faite ou pour lesquels la mesure de composants n'a pas encore été évaluée, l'incertitude sur les valeurs mesurées peut être considérée transitoirement comme satisfaisante si les étapes QAL 2 et QAL 3 conduisent à des résultats satisfaisants. Constats : L'analyseur de mesure MIR 9000 (NOx, SO2, CO2, CO) a fait l'objet d'un certificat TUV, daté du 05 mars 2013 et valide jusqu'au 4 mars 2028. Le certificat couvre chacun des polluants mesurés (NO et NO ₂). L'analyseur de mesure de marque SETNAG a fait l'objet d'un certificat LNE daté du 01 juillet 2020, valide jusqu'au 30 juin 2025. Concernant les poussières, l'OPASTOP a fait l'objet du certificat Qal 1 du fabricant Fives Pillard du 15/11/2006. Aucune indication n'est formulée par le document transmis sur les plages de mesures de l'appareil et les conditions de fonctionnement. L'exploitant devra s'assurer au moyen d'un certificat d'examen type le cas échéant, que les appareils de mesures de la poussière sont utilisés selon les plages de mesures et les conditions de fonctionnement définis par le constructeur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Assurance Qualité des AMS – QAL2

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, Assurance Qualité des AMS – QAL2
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. - Ils sont étalonnés en place selon la procédure QAL 2.
Constats : L'exploitant a fourni le dernier rapport relatif à la procédure d'assurance qualité QAL 2, pour chacun des 7 moteurs, établi par la société DEKRA le 01/03/2016. La norme NF EN 14181 prévoit une périodicité d'essais de 5 ans. Bien que l'absence de dérive est contrôlée par le test de surveillance annuelle de validité de l'étalonnage (AST), le rapport Qal2 est à renouveler. I
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Assurance Qualité des AMS – AST

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, Assurance Qualité des AMS – AST
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. - L'absence de dérive est contrôlée par les procédures AST.
Constats : Les derniers rapports d'essais AST ont été transmis pour chacun des 7 moteurs. Ils ont été réalisés par la société APAVE SUDEUROPE le 12 avril 2022. Sur la base des résultats des 6 mesures réalisées, les rapports respectifs indiquent qu'aucun écart de mesurage n'a été constaté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Assurance Qualité des AMS – QAL3

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, Assurance Qualité des AMS – QAL3
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. - L'absence de dérive est contrôlée par les procédures QAL 3.
Constats : Une vérification périodique QAL 3 est réalisée de façon mensuelle selon une procédure qui en précise le mode opératoire. Dans ce cadre, des mesures à l'aide de gaz étalons sont réalisées et les résultats des mesures issues de l'application de ces matériaux de référence sont reportés via des cartes de contrôle de type EWMA afin d'apprécier la dérive des AMS au zéro et en concentration. L'exploitant a fourni la procédure associée intitulée " Calibration des appareils de mesure de rejet atmosphérique" et a présenté le logiciel de reporting des valeurs mesurées correspondant à ces contrôles.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet